



## Usagers, Personnels, Tous ensemble contre le démantèlement des services publics, de l'orientation, de la formation et de l'emploi.

Communiqué de presse intersyndical en date du mardi 21 juin 2011

Les chiffres réels du chômage ne baissent pas, la précarité explose, les conditions de travail se dégradent, la pauvreté et l'exclusion se développent.

L'Ecole et la formation professionnelle des adultes subissent des suppressions de postes sans précédent qui traduisent la mise en œuvre d'une politique Educative renonçant délibérément à l'élévation du niveau de formation et de qualification de toute la jeunesse pourtant indispensable à une vie personnelle, sociale, culturelle et professionnelle épanouie.

Censée répondre aux besoins des usagers en matière de formation, la loi de novembre 2009 annonçait la création d'un service public de l'orientation et de la formation professionnelle tout au long de la vie. Or, on assiste au contraire à la destruction des services existants.

Les organisations syndicales de l'AFPA, du Ministère du travail, des GRETA de l'Education nationale, des CIO de l'Education nationale, de Pôle emploi, du CNAM, réunies le 17 juin 2011 constatent que :

- Les réformes qui touchent leurs services vont dans le sens du démantèlement du service public et de ses organismes associés en les mettant en concurrence. Elles favorisent l'externalisation et la soumission aux lois du marché dans le champ de la formation et de l'orientation et de l'emploi
- La spécificité des besoins des publics n'est prise en compte ni dans la formation professionnelle -où l'on veut mixer dans les mêmes classes des élèves sous statut scolaire, des salariés et des apprentis-, ni dans l'orientation où l'on veut confondre l'aide à l'élaboration des projets des jeunes avec celle des adultes
- Le professionnalisme et la qualification des personnels ainsi que leur champ de compétence sont niés dans le but de supprimer des emplois au détriment du service rendu aux personnes
- Les conditions d'exercice se dégradent dans tous les services, la précarité se développe, la charge de travail augmente et le sens du travail de chacun se perd.

Les organisations syndicales CGT-AFPA, CGT-Emploi, FERC-CGT, CGT Educ'action, SNES-FSU, SNU-Pôle Emploi, SNUEP-FSU, SUD Education, Solidaires SUD emploi, SUDFPA, CFTD-AFPA, SGEN CFTD appellent l'ensemble des personnels et des usagers à se retrouver le 23 juin à 10H30 Place de la République pour une action nationale intersyndicale contre la casse des services publics de l'orientation, de la formation et de l'emploi .

Une conférence de presse se tiendra à 11H à la Bourse du travail 3 rue du Château d'eau suivie d'une manifestation de République à la Bastille.